

## M. le Président, je vous fais une lettre ...

Annie Ernaux est l'auteure de nombreux romans et articles. Alors comme elle écrit bien mieux que nous, nous vous proposons comme édito cette « lettre au Président » qui a été lue par Augustin Trapenard le 30 mars sur France Inter : <https://www.franceinter.fr/emissions/lettres-d-interieur/lettres-d-interieur-30-mars-2020>

Monsieur le Président,

« Je vous fais une lettre/ Que vous lirez peut-être/ Si vous avez le temps ». À vous qui êtes féru de littérature, cette entrée en matière évoque sans doute quelque chose. C'est le début de la chanson de Boris Vian *Le déserteur*, écrite en 1954, entre la guerre d'Indochine et celle d'Algérie.

Aujourd'hui, quoique vous le proclamiez, nous ne sommes pas en guerre, l'ennemi ici n'est pas humain, pas notre semblable, il n'a ni pensée ni volonté de nuire, ignore les frontières et les différences sociales, se reproduit à l'aveugle en sautant d'un individu à un autre. Les armes, puisque vous tenez à ce lexique guerrier, ce sont les lits d'hôpital, les respirateurs, les masques et les tests, c'est le nombre de médecins, de scientifiques, de soignants.

Or, depuis que vous dirigez la France, vous êtes resté sourd aux cris d'alarme du monde de la santé et ce qu'on pouvait lire sur la banderole d'un manifestant en novembre dernier - *L'état compte ses sous, on comptera les morts* - résonne tragiquement aujourd'hui. Mais vous avez préféré écouter ceux qui prônent le désengagement de l'Etat, préconisant l'optimisation des ressources, la régulation des flux, tout ce jargon technocratique dépourvu de chair qui noie le poisson de la réalité. Mais regardez, ce sont les services publics qui, en ce moment, assurent majoritairement le fonctionnement du pays : les hôpitaux, l'Education nationale et ses milliers de professeurs, d'instituteurs si mal payés, EDF, la Poste, le métro et la SNCF.

Et ceux dont, naguère, vous avez dit qu'ils n'étaient rien, sont maintenant tout, eux qui continuent de vider les poubelles, de taper les produits aux caisses, de livrer des pizzas, de garantir cette vie aussi indispensable que l'intellectuelle, la vie matérielle.

Choix étrange que le mot « résilience », signifiant reconstruction après un traumatisme. Nous n'en sommes pas là.



Prenez garde, Monsieur le Président, aux effets de ce temps de confinement, de bouleversement du cours des choses. C'est un temps propice aux remises en cause. Un temps pour désirer un nouveau monde. Pas le vôtre ! Pas celui où les décideurs et financiers re-

prennent déjà sans pudeur l'antienne du « travailler plus », jusqu'à 60 heures par semaine. Nous sommes nombreux à ne plus vouloir d'un monde dont l'épidémie révèle les inégalités criantes. Nombreux à vouloir au contraire un monde où les besoins essentiels, se nourrir sainement, se soigner, se loger, s'éduquer, se cultiver, soient garantis à tous, un monde dont les solidarités actuelles montrent, justement, la possibilité.

Sachez, Monsieur le Président, que nous ne laisserons plus nous voler notre vie, nous n'avons qu'elle, et « rien ne vaut la vie » - chanson, encore, d'Alain Souchon. Ni bâillonner durablement nos libertés démocratiques, aujourd'hui restreintes, liberté qui permet à ma lettre – contrairement à celle de Boris Vian, interdite de radio – d'être lue ce matin sur les ondes d'une radio nationale.

Annie Ernaux

## Le 7 mars, avec 1 jour d'avance : Vive la lutte des femmes !

Avec un calcul de la retraite sur toute la carrière (plombée, entre autres, par les années de temps partiel pour s'occuper des gosses), avec la perte des 8 trimestres par enfant, et quoi qu'en dise le gouvernement, les femmes seraient les grandes perdantes d'une retraite par points.

Partout en France, les manifestations du 8 mars ont porté haut la voix des femmes en lutte pour la défense de leurs droits.

A Montbéliard nous avons fait le choix d'un hommage à toutes celles qui se sont illustrées dans cette lutte, d'Olympe de Gouge à Louisa Hanoune en passant par les sardinières de Douanenez.



## 11 mars : Pour la liberté d'expression et le droit de manifester



Quelques jours avant les élections municipales, le préfet du Doubs a interdit les manifestations devant les permanences du député macroniste D. Sommer à Montbéliard soit rue du Château, rue de la Sous-préfecture, rue de l'Hôtel de ville et place St Martin.

Pour tourner en dérision cet arrêté à la fois grave et grotesque, nous avons effectué en ville un collage d'affiches (ci-jointe) rappelant qu'une telle décision avait, à notre connaissance, 2 précédents à Montbéliard :

- ✓ L'interdiction prononcée par les autorités allemandes de tout attroupement à l'occasion du 14 juillet 1943
- ✓ L'interdiction faite aux travailleurs algériens de manifester en faveur de l'indépendance en 1959

Ce soutien préfectoral n'a pas porté chance au député En marche qui n'a recueilli aux élections que 13,8 % des voix (4,6 % des inscrits).

## 25 mars : Message de soutien au personnel de l'hôpital

Le 25 mars, nous avons fait passer un message de soutien par Bruno Lemièrre et Smaïn Djellouli (médecin urgentiste) que beaucoup connaissent.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que sommes aux côtés des salariés des EHPAD et de l'hôpital.

### Souvenez-vous :

La conférence du 24 mai 2016 avec Christophe Prudhomme qui nous avait alerté sur la situation des Urgences (voir Courrier des retraités n°18).

L'inauguration revendicative et théâtrale de l'hôpital de Trevenans le 11 mars 2017,

Le soutien apporté à la longue grève du personnel des Opalines, en mai, juin et juillet 2017 et l'action au domicile de leur principal actionnaire, M. Mennechet à Bart. (Courrier n°30, 31, 32)

Le débat du 1<sup>er</sup> décembre 2017 sur la situation dans les EHPAD, organisé au Foyer municipal

d'Audincourt avec l'Atelier (Courrier n°37).

Sans oublier le grand nombre d'actions de soutien au personnel de l'hôpital au cours des derniers mois (Courrier n°55 et 58).

Parce qu'ensemble nous avons alerté, nous avons raison d'être en colère contre ceux qui, occupés à compter leurs sous, n'ont pas voulu entendre !





## Produire des respirateurs ? Oui ! Des voitures ? Non !

La direction de PSA souhaite devancer tous ses concurrents et être la première à reprendre la production de voitures. Elle en a informé les différents CSE (ex-CE) et visait même une reprise dès le début avril dans les usines de moteurs et boîtes de vitesses.

Pour le moment, face à la réaction des salariés, des syndicats, de l'opinion publique, elle a du y renoncer. Et c'est tant mieux.

A l'heure où tout le personnel des hôpitaux nous demande de rester chez nous afin de limiter la propagation du virus et l'engorgement des services d'urgences, il serait totalement irresponsable de relancer toute la filière automobile avec ses milliers de salariés, soustraitants, prestataires, embauchés ou intérimaires.

Par contre, la CGT a donné un **avis favorable** à la mise en route, sur le site PSA de Poissy d'un atelier de 60 personnes pour assembler des pièces de respirateurs pour les hopitaux.



### L'action de la CGT pendant la crise

## Préserver les salariés, leurs droits et les rémunérations

L'action de la CGT est dictée par des principes simples :

Ne doivent aller au travail que ceux dont l'activité est indispensable dans la période actuelle.

Leur permettre de travailler dans un environnement sécurisé. C'est la raison pour laquelle la CGT des services publics a déposé un préavis de grève pour le mois d'avril. Il ne vise pas à faire une ou plusieurs journées de grève nationale mais à donner un moyen

de défense supplémentaire et à couvrir les salariés qui localement refuseraient une situation de danger.

Garantir la rémunération de ceux qui ne peuvent pas travailler, et cela quel que soit leur statut : CDI, intérim, ou faux indépendants travaillant en fait pour une plateforme numérique (UBER, Deliveroo, ...)

Et il n'est pas acceptable que des salariés soient placés de force en congés. Le confinement ce n'est pas des vacances !

## Préparer un autre avenir

Nous préparons la sortie de crise car nous savons que gouvernement et MEDEF voudront nous faire payer la note. Et les marchés financiers ne vont pas se gêner pour spéculer sur la dette des Etats, comme ils ont fait leur beurre hier sur le dos des grecs.

Au lieu de rétablir l'ISF ou de taxer les profits financiers, ce qui sera vraisemblablement au menu de Macron, ce sera la poursuite du démantèlement du Code du travail, les semaines de 60 heures et le blocage des salaires ("*pour permettre aux entreprises de retrouver leurs marges et de mieux rebondir*") et une ponction sur nos retraites ("*car il ne serait pas juste que les*

*retraités ne participent pas à l'effort national*"). Il va donc falloir se défendre bec et ongles.

Mais la suite que nous préparons n'est pas seulement défensive. Elle se doit d'être offensive,

**"Pour que le jour d'après soit en rupture avec le désordre néolibéral"**

C'est le titre de la tribune que Philippe Martinez a signée avec les représentants de la FSU, Solidaires, Syndicat de la magistrature, Fondation Copernic, Attac, Amis de la Terre, Confédération paysanne, Greenpeace, Oxfam, CCFD-Terre solidaire, Alternatiba, Droit au logement, UNEF, UNL, FIDL ... pour un autre monde possible !